



Lettre n° 286 du 7 mai 2023

Au sommaire :

- « *Même si Macron ne le veut pas, nous, on est là ! Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur !* » - Yvan Lemaitre
- **Dégradation de la note de la dette française, faillites bancaires aux USA, inflation... Les banques et les Etats dans la tourmente** - Daniel Minvielle

« Même si Macron ne le veut pas, nous, on est là ! Pour l'honneur des travailleurs et pour un monde meilleur ! »

Les 300 manifestations qui ont eu lieu à travers tout le pays pour le 1er mai ont montré la force intacte de la mobilisation, sa détermination, la colère et la révolte ainsi qu'une radicalisation des esprits de plus en plus indépendants, distants voire méfiants à l'égard de la passivité de l'intersyndicale. Le chant des Gilets jaunes repris tout au long des cortèges ou face aux gendarmes et aux CRS s'affirme comme l'expression de ce refus collectif de tourner la page, de rentrer dans le piège de « l'apaisement » pour ne laisser aucun repos au pouvoir et à ses représentants.

Alors que le mouvement est confronté à un tournant face à l'intransigeance et à l'aveuglement brutal du pouvoir, l'influence différée de la révolte des gilets jaunes s'y exprime de façon de plus en plus marquée, dans les actions comme dans les manifestations. L'expérience de ces trois mois passés a renforcé la méfiance voire l'hostilité aux institutions de ladite République, à leur démocratie tronquée, pour nourrir une lucidité de classe qui se concentre sur le cynisme et l'hypocrisie de la politique de Macron sans argument un tant soit peu crédible pour justifier l'augmentation de deux ans de l'âge minimum de la retraite, méprisant l'opposition des trois-quarts de la population. Il disait que, sans réforme, la note de la France risquait d'être dégradée mais c'est avec sa réforme que cette note a été dégradée par l'agence de notation financière Fitch. Macron réussit l'exploit d'être désavoué par ceux-là même dont il sert les intérêts avec zèle !

Isolé, aux abois, le pouvoir n'a d'autre recours que sa police. Des dizaines de milliers de flics étaient mobilisés le 1er mai, dont 5 000 à Paris, la justice ayant autorisé l'usage de drones pour espionner les manifestants. Les forces de l'ordre ont violemment attaqué les cortèges.

La contrôléeuse générale des lieux de privation de liberté, Dominique Simonnot, dénonce « *des atteintes graves aux*

droits fondamentaux » par la police lors de gardes à vue, dénonçant un « *recours massif* » aux interpellations et gardes à vue « *préventives* » en exécutant les « *consignes et ordres hiérarchiques* ».

Le gouvernement justifie avec la coopération complice et active des médias son offensive policière en prenant argument des Black Blocs alors que c'est son propre acharnement policier qui entretient un climat de tensions et d'affrontement. Et si la volonté d'en découdre d'une minorité ne répond en rien aux intérêts de la mobilisation, va à son encontre, c'est bien l'attitude du pouvoir, l'autoritarisme policier qui accompagne la violence sociale et politique du système comme la passivité de la gauche qui nourrit cette révolte pour ensuite l'instrumentaliser.

La réponse ne peut être que collective, c'est à dire une prise de conscience que la police n'est pas là pour protéger les manifestants ou défendre la République et la démocratie, mais bien contre eux et que nous avons besoin d'une politique pour nous protéger des exactions d'un pouvoir minoritaire et garder la maîtrise de nos manifs.

Traversé par le souffle d'une contestation radicale du pouvoir et de ses institutions que les gilets jaunes avaient portée, le mouvement reste prisonnier d'un manque de perspective globale répondant à ses aspirations, cherche une issue à l'autoritarisme antidémocratique du pouvoir, du 49.3 dans des illusions... institutionnelles. La gauche a promu le référendum d'initiative partagée (RIP) en lieu et place du RIC, référendum d'initiative citoyenne. Le RIP dépend des parlementaires et du Conseil constitutionnel, du bon vouloir du pouvoir et des institutions pour lesquels il n'est pas question de laisser l'initiative à ceux d'en bas, le peuple. Et, sans surprise, la demande de RIP déposée par la gauche a été retoquée.

La réalité du pouvoir des classes dominantes est mise à nue, des institutions antidémocratiques et une police au service des intérêts des possédants contre le peuple.

Darmanin, le parti de l'ordre en rivalité avec le RN...

Le gouvernement fait feu de tout bois pour sortir de la nasse dans laquelle il s'est lui-même piégé. La caravane de Macron entretient la contestation et la nourrit et c'est le ministre de l'intérieur qui monte au créneau pour faire diversion au nom de la défense de l'ordre républicain contre les casseurs et ceux qui les arment politiquement visant l'extrême-gauche et LFI. Tout en nuance, Darmanin prétend désigner à la vindicte populaire « *des casseurs extrêmement violents venus avec un objectif : tuer du flic et s'en prendre aux biens des autres* »... La première ministre relaie et dénonce « *une violence intolérable* », « *un nouveau palier a été franchi* », pour, selon elle, « *créer le désordre et le chaos* ». En plein désordre et chaos, ce gouvernement à la dérive rêve de reprendre la main en désignant des coupables, les ennemis de l'intérieur, pour s'imposer comme parti de l'ordre.

Darmanin embauche Dupond-Moretti pour pondre une nouvelle loi « anti-casseurs » dont l'objectif est de limiter le droit et la liberté de manifester.

Cette démagogie sécuritaire se combine à la démagogie contre les migrants. A Mayotte où l'odieuse opération militaire crée le chaos contre toute la population, un dramatique fiasco. Ici, Darmanin met en scène une opération de diversion en provoquant une crise diplomatique avec le gouvernement italien qu'il accuse de laxisme face à « *une très grave crise migratoire* » tout en ciblant Le Pen : « *Meloni, c'est comme Le Pen, elle se fait élire sur "vous allez voir ce que vous allez voir" et puis ce qu'on voit c'est que ça ne s'arrête pas et que ça s'amplifie* ». Le petit Darmanin monte sur ses grands chevaux pour tancer Meloni et Le Pen incapables de passer sérieusement aux actes contrairement à lui. Il voudrait se donner une stature de démagogue d'extrême droite crédible, un homme d'État véritable représentant du parti de l'ordre, du bloc réactionnaire.

Les rivaux se renvoient les arguments non seulement sur l'immigration mais aussi sur la répression des manifs. Chacun est le laxiste de l'autre... Darmanin fier de faire le sale boulot qualifie le RN de « *parti de la flemme* », des beaux parleurs qui ne font rien !

La comédie est ridicule et dérisoire, surtout cynique et inquiétante car elle trouve, au-delà des rivalités d'ambitions, son contenu dans les besoins d'une partie de la bourgeoisie, des milieux réactionnaires qui voient dans l'instabilité politique et les tensions sociales générées par Macron une menace pour la suite et sont tout disposés à s'abandonner à la droite extrême, copie conforme de l'extrême droite sans Le Pen.

Macron fait la promotion de cette politique tout en prétendant être au-dessus de la mêlée accusant Mélenchon

et LFI de « *faire la courte échelle au RN* », « *les factieux nourrissent les factions* ». Il intronise Darmanin comme potentiel candidat de la droite extrême élargie à l'extrême droite, du moins son électorat, tout en essayant de se draper sinon dans les habits de Napoléon du moins dans ceux de Bonaparte. Sans même voir que le sol se dérobe sous leurs pieds...

Le patronat à la rescousse de Macron pour relancer le dialogue social

Le patronat, lui, s'inquiète. Il doute que Macron réussisse ses cents jours et cherche une issue qui lui donne un minimum de stabilité pour faire face à une situation économique et internationale pour le moins incertaine. Il se tourne vers les seuls interlocuteurs susceptibles de l'aider, les syndicats qui ont démontré, à ses yeux, leur sens des responsabilités.

Le Medef, la CPME et l'U2P ont invité la CFTD, la CGT, FO, la CFTC et la CFE-CGC à se réunir « *dès que possible* » pour « *discuter de notre méthode et déterminer par nous-mêmes l'agenda de négociation [...] sans rien nous laisser imposer par le gouvernement [...] pas d'interférence gouvernementale dans la négociation, un délai raisonnable pour aboutir et enfin une retranscription fidèle de l'accord quand la négociation aboutit.* »

Le patronat essaye d'établir un compromis avec les syndicats dont c'était, quant au fond, l'objectif. Les différentes composantes de l'intersyndicale qui ont su diriger le mouvement, le canaliser et gardent une large confiance auprès de la population, apparaissent au patronat comme les meilleurs interlocuteurs en réponse au discrédit du pouvoir.

L'intersyndicale sur le chemin de Matignon...

Dans la foulée Borne qui ne semblait plus pressée d'inviter les syndicats à Matignon, s'est finalement décidée à lancer les invitations sauf à la FSU, à Solidaires et à l'UNSA, à des réunions bilatérales les 16 et 17 mai sans « *ordre du jour précis* », une démarche sans autre objectif que d'obliger les syndicats à revenir à la table de capitulation. Tous ont accepté. Laurent Berger avait donné le ton, la CFTD « *irait discuter* », insistant, « *je ne vais pas raconter d'histoires, je ne vais pas dire qu'on va faire une 15e, 16e, 17e journée de mobilisation qui fera céder le gouvernement et le président de la République* ». La CGT s'aligne : « *Notre mandat CGT est clair : nous irons* », « *l'intersyndicale fait actuellement un travail de construction d'exigences communes que nous porterons ensemble, à commencer par celle du refus de la réforme des retraites* ». Des exigences communes portées séparément !

L'intersyndicale est restée unie pour préserver sa capacité à la fois à canaliser la mobilisation ainsi qu'à négocier sa place dans le dialogue social sans que les rivalités l'emportent sur les raisons de maintenir cette unité. La page tournée, chacun accepte de se plier à une Première ministre qu'ils aident à reprendre la main. Mais faudrait-il encore qu'il y ait du « *grain à moudre* ».

Et c'est là le fond de la question. Des négociations sans rien à négocier ne résoudront rien, bien au contraire. Macron et le patronat sont pris dans la même logique. C'est pourquoi l'ensemble de la gauche tant syndicale que politique s'échine à proposer une porte de sortie à la crise politique dont elle craint elle aussi les développements. Le RIP a été un de ses derniers espoirs déçu. Reste le 8 juin, l'examen d'une proposition de loi visant à abroger la réforme défendue par le groupe parlementaire centriste LIOT (Libertés, indépendants, outre-mer et territoires).

L'intersyndicale poursuit son double jeu, elle va à Matignon tout en disant continuer à refuser la réforme. Elle se fixe l'objectif de « *gagner le vote d'abrogation de la réforme des retraites à l'Assemblée nationale le 8 juin* », selon les propos de Sophie Binet, lucide cependant : « *C'est pas fait du tout, c'est pas gagné, et c'est pour ça qu'on fait une journée d'action le 6 juin. Mais c'est une perspective crédible et on va multiplier les initiatives d'interpellation des députés* ».

Cet appel à une nouvelle journée vient en complément de la rencontre de Matignon pour enfermer la contestation dans le jeu institutionnel, en faire dépendre l'issue d'un vote parlementaire pour le moins incertain. Si la loi passait, s'ouvrirait une nouvelle séquence parlementaire à l'Assemblée et au Sénat sans que ce vote implique nécessairement la suspension de la réforme qui doit s'appliquer dès septembre.

En réalité, gouvernement, patronat et syndicats en voulant étouffer le mouvement, sa contestation radicale des institutions et du système, entretiennent l'agitation et la politisation. Le mouvement n'a pas dit son dernier mot et c'est lui qui en réalité détient les réponses. De sa capacité à faire de la journée du 6 un nouveau succès, de sa préparation l'occasion d'une campagne politique contre le gouvernement, sa politique et sa police, l'occasion de se donner les moyens de prendre en main la lutte, de refuser la politique de capitulation de l'intersyndicale.

Et rien ne dit que cette dernière aura les mains libres après le 6.

« La République en marche vers la révolution » Pancarte de manifestant

Quelle que soit l'issue du mouvement après le 6 et le 8 juin, il est de par lui-même un pas en avant considérable pour le mouvement ouvrier. Macron et ses amis ainsi que les directions syndicales auraient tort de croire que la page sera tournée. Il n'y a pas de page à tourner pour celles et ceux qui, quotidiennement, ont fait vivre, animé la lutte. Toutes et tous savent bien que c'est un mouvement sur la durée que nous avons engagé, un mouvement qui veut empêcher cette réforme de s'appliquer, qui sait que cela signifie non seulement chasser Macron mais aussi empêcher le capital et ses détenteurs de nuire.

Il ne manque pas d'obstacle sur cette route, l'appareil politique, parlementaire qui défend la république du capital, leur presse, les médias qui sont entre les mains des Boloré and co, aussi le cœur de l'appareil d'État, sa police et son armée. Leur État n'organise pas une médiation entre les classes, il ne gère pas les intérêts généraux de toute la population ni ne garantit la démocratie et l'égalité. Il est là pour maintenir l'ordre capitaliste, la tyrannie de la classe dominante. Il est impossible de le réformer, nous en faisons l'expérience. La transformation de la société passe nécessairement par la construction de nos propres organisations indépendantes, nos propres assemblées pour diriger nos luttes aujourd'hui, exercer notre pression politique, faire valoir nos droits et nos exigences et demain conquérir la démocratie, construire une société socialiste.

La suite du mouvement nécessite une politique, un programme qui définissent une perspective globale capable d'apporter des réponses à l'impasse dans laquelle l'intersyndicale et la gauche parlementaire ont conduit le mouvement et de construire ensemble le parti de celles et ceux qui ne baissent pas les bras, leur propre parti, celui de la lutte de classe, un parti des travailleurs.

Ne pas tourner la page, c'est aussi nous constituer en parti, nous donner un outil collectif pour en finir avec ce vieux monde qui a étalé ses fastes provocateurs et archaïques, à Londres, samedi, pour le sacre de ce nouveau roi déjà vieux, symbole criant du parasitisme non seulement de la monarchie mais de tout leur système économique et politique, que tous ses serviteurs dont Macron se sont empressés d'aller saluer servilement.

Yvan Lemaitre

Dégradation de la note de la dette française, faillites bancaires aux USA, inflation... Les banques et les Etats dans la tourmente

Vendredi 28 avril, l'agence de notation Fitch a baissé la note de la dette de la France de AA à AA-. Bien que AA- caractérise encore une dette de « *haute qualité* », cette dégradation est un avertissement des marchés financiers au gouvernement et à Macron. Alors que l'endettement du pays dépasse 3000 milliards d'euros, l'agence craint que « *les pressions sociales et politiques illustrées par*

les manifestations contre la réforme des retraites [ne viennent] compliquer l'assainissement budgétaire »... comprendre le pillage des richesses sociales par l'Etat au profit des plus riches. Jugeant le gouvernement pris dans une « *impasse politique* », elle estime que « *le blocage politique et les mouvements sociaux (parfois violents) posent un risque à l'agenda des réformes d'Emmanuel*

Macron et pourraient créer des pressions en faveur d'une politique budgétaire plus expansionniste ou un retour en arrière des réformes précédentes »...

Le doigt sur la couture du pantalon, Le Maire a immédiatement réaffirmé « *sa volonté de faire passer ses réformes structurantes* » tandis que Borne ouvre avec les « *partenaires sociaux* » les discussions sur le « *pacte de la vie au travail* » de Macron, nouveau coup dur en préparation contre le monde du travail.

Tout ce petit monde voudrait bien tourner la page des trois mois d'affrontements autour de la réforme des retraites. Mais la révolte contre ce coup de force comme contre les mauvais coups à venir n'est pas près de s'éteindre. Borne aurait « *avoué récemment* », selon *France Info*, que concernant la dette publique un « *scénario à la grecque est possible* », ajoutant : « *Si on dit qu'on se fiche des réformes, ça peut nous arriver* ». Pour tenter de justifier sa politique de régression sociale, tenter de nous convaincre d'accepter ses réformes, elle nous menace, sinon, d'une possible crise semblable à celle qui a dévasté la Grèce il y a une dizaine d'années. Un argument bien incapable de désamorcer la colère sociale que les offensives du pouvoir entretiennent et exacerbent ! Comme l'écrit *France Info*, la décision de l'agence Fitch « *met en lumière la réalité : la Macronie ne dispose plus d'une grande marge de manœuvre, même les marchés le savent* »...

Le gouvernement pris dans le cercle vicieux de sa politique au service des plus riches

L'abaissement de la note de la dette ne peut que se traduire par une augmentation des taux auquel le gouvernement emprunte de l'argent pour boucler son budget, assurer le remboursement des emprunts précédents et son propre fonctionnement, financer les cadeaux au grand patronat, la politique d'armement dans laquelle il vient de se lancer...

Conséquence de la politique du « *quoi qu'il en coûte* » mise en œuvre pendant la pandémie de covid pour voler au secours des grandes entreprises, la dette s'est envolée. A cela s'ajoute le coût des divers « boucliers tarifaires » que le gouvernement a mis en place pour tenter d'atténuer les effets de l'inflation, éviter une recrudescence de la colère sociale tout en se gardant bien de s'attaquer à ses causes, le racket organisé par les grandes multinationales, TotalEnergies et cie. C'est ainsi qu'alors qu'elle s'élevait à 2 380 milliards d'euros fin 2019, 98,1 % du PIB, la dette publique dépasse aujourd'hui 3 000 milliards, à 116 % du PIB. Quant au déficit budgétaire, il ne cesse de se creuser, exigeant des emprunts toujours plus fréquents.

La charge de la dette, le total des intérêts à payer chaque année, s'accroît d'autant, pesant sur les finances publiques et poussant le gouvernement à toujours plus de « *réformes structurantes* », d'offensives anti-sociales. Ces dernières s'ajoutent à l'inflation pour créer une régression sociale d'autant plus insupportable que, parallèlement, une poignée de parasites affiche des richesses inconcevables et que le CAC40 caracole dans les sommets. C'est

là que se trouve le terreau de la contestation sociale qui empêche Macron et Cie de mener comme ils l'entendent leur politique de prétendu assainissement budgétaire... Les marchés s'en inquiètent, et réagissent en augmentant leurs taux...

Ce cercle vicieux n'est pas propre à la France, pas plus qu'à son gouvernement. Une « crise de la dette » mondialisée se développe sous des formes et avec des conséquences diverses. Ce qui n'est ici pour le moment qu'une menace se traduit ailleurs par de véritables catastrophes économiques, sociales et humaines.

Un monde qui « dort sur une montagne de dettes »...

« *Le monde dort sur une montagne de dettes, le réveil pourrait être difficile* » écrivait récemment un site d'information. De fait, le niveau de l'endettement mondial n'a jamais été aussi élevé. Selon le FMI, il atteindrait 300 000 milliards de dollars, environ 250 % du PIB mondial, et devrait connaître, du fait de la récession latente qui frappe l'économie mondiale, une nouvelle vague de croissance.

Quant au « *réveil difficile* », il s'est déjà produit dans de nombreux pays dits « en développement », les pays les plus pauvres, les plus frappés par l'inflation et pour lesquels les taux exigés pour leurs emprunts sont d'autant plus élevés que le sont les risques d'insolvabilité. Nombre d'entre eux, une cinquantaine selon certaines sources, sont de ce fait au bord ou déjà en cessation de paiement, avec des conséquences sociales dramatiques. C'était en particulier le cas au Sri Lanka en 2022, incapable de financer les importations indispensables à satisfaire les besoins les plus élémentaires de la population. Cela a déclenché une puissance révolte sociale. Les pays dits émergents sont également particulièrement frappés. L'Argentine, entre autres, où l'inflation a dépassé 100 % sur l'année, tente actuellement de renégocier les conditions de refinancement de sa dette (324 milliards de dollars, 90 % du PIB) avec le FMI, qui l'a reconnue « *insoutenable* ».

En bonne logique capitaliste, les pays les plus riches bénéficient des taux les plus bas, richesse oblige. Ces derniers n'en augmentent pas moins, poussés entre autres par la séquence de hausse des taux directeurs des banques centrales, dont la FED et la BCE. Au risque de pousser les Etats emprunteurs dans des difficultés de plus en plus grandes. Le « scénario à la grecque » dont Borne voudrait rendre responsable la contestation sociale qui refuse les réformes ne semble pas près de se produire. Il n'en exprime pas moins une tendance qui peut très vite s'accélérer du fait même de ces réformes qui loin de guérir le mal, l'aggravent.

Aux USA, menace de défaut de paiement de l'Etat sur fond de crise bancaire

Aux Etats-Unis, le gouvernement se trouve actuellement confronté à une impasse politique liée à son endettement. Ce dernier ne peut en effet dépasser un plafond fixé par

le pouvoir législatif, Sénat et Chambre des représentants. Ce seuil, fixé actuellement à 31 400 milliards de dollars, a été atteint à la mi-janvier. Depuis, l'Etat fédéral ne finance ses dépenses courantes qu'en reportant d'autres, dans l'attente que la Chambre des représentants où les Républicains sont majoritaires accepte de le rehausser. Ces derniers viennent de faire une proposition : 1 500 milliards de dollars de rallonge qui permettraient de tenir jusqu'en 2024 en échange d'une coupe de 4 500 milliards sur 10 ans sur certaines dépenses fédérales, en particulier sociales, programmées par Biden dans ses « plans de relance ». Ce que ce dernier ne peut accepter à un peu plus d'un an à peine de la prochaine présidentielle...

Ce chantage électoral se reproduit chaque fois que les USA sont confrontés à cette situation. En 2021, une hausse de 2 500 milliards de dollars avait été votée juste à temps pour éviter le défaut de paiement. Cette fois, selon la secrétaire d'Etat au Trésor Janet Yellen, si aucun accord n'est trouvé avant le 1^{er} juin, l'Etat fédéral devra suspendre ses paiements. Elle prévient : « *L'incapacité à réaliser un paiement, qu'il s'agisse de nos obligations en matière de dette, vers les bénéficiaires des dépenses sociales ou nos militaires, provoquerait à coup sûr une récession aux Etats-Unis et pourrait entraîner une crise financière mondiale* ». En formulant ce scénario, Yellen veut évidemment peser dans les négociations qui opposent le pouvoir aux élus républicains. Mais l'hypothèse n'est pas hors sol alors que les USA s'enfoncent dans une crise bancaire.

Début mars, en l'espace de 4 jours, trois banques, Silvergate, Silicon Valley Bank et Signature Bank faisaient faillite ([voir DR n°279](#)). Une quatrième, First Republic, se déclarait au même moment en difficulté. Incapable de trouver les financements lui permettant d'y faire face, elle a dû se déclarer à son tour en faillite lundi 1^{er} mai. Par son ampleur, c'est la seconde plus grande faillite bancaire de l'histoire des Etats-Unis.

L'Etat a « *confié la dépouille* » de First Republic à JPMorgan Chase, la plus grande banque des USA. Dans la foulée, Biden s'est empressé d'affirmer que « *les dépôts de tous les clients sont protégés, les actionnaires perdent leur mise et surtout, les contribuables ne sont pas sollicités* ». Il a joint sa voix à celles du patron de JPMorgan Chase et de Powell, président de la FED, pour jurer ses grands dieux que « *le système bancaire américain est extraordinairement sain* »...

Cela juste avant que, jeudi 4, deux nouvelles banques, Parc West dont l'action a dévissé de 23 à moins de 4 dollars depuis le début de l'année, ou encore Western Alliance dont l'action plongeait de 21 % ce mardi, ne se retrouvent sur la sellette.

First Republic, Park West, Western Alliance, et certainement bien d'autres, sont touchées par le même phénomène qui a conduit Silicon Valley Bank à la faillite. Pour faire face à l'augmentation brutale des retraits de dépôts, il leur fallait puiser dans leurs réserves, à priori suffisantes et réputées solides puisque reposant pour une bonne part sur des obligations d'Etat. Et pour cela vendre rapidement

une partie de ces obligations. Il s'est alors avéré que ces titres ne pouvaient trouver preneur qu'à une valeur bien inférieure à leur prix d'achat, révélant que le montant des réserves porté dans les bilans était largement surestimé. Incapables de ce fait de rassembler les capitaux permettant de répondre à la demande de retraits, elles ont été contraintes à la faillite.

Ces faillites n'ont rien de phénomènes isolés dans un « *système bancaire extraordinairement sain* ». Elles sont une des multiples expressions d'une faillite beaucoup plus générale, celle du capitalisme financiarisé mondialisé.

Un système économique en déroute

Pour certains économistes et commentateurs, il n'y aurait de salut, face à la menace de crise de la dette, que dans la croissance... C'est le leitmotiv de Le Maire et de bien d'autres : leurs « *réformes structurantes* », leurs cadeaux sans limite au grand patronat seraient indispensables pour relancer la croissance, seule capable d'« *assainir les finances publiques* »... C'est un mensonge pour tenter de justifier leur politique.

L'économie mondiale, à des degrés divers selon les pays, est confrontée à une tendance à la baisse de la productivité, du rendement des capitaux investis dans la production qu'aucune « innovation » n'est capable d'inverser. Et c'est pour compenser en partie cette baisse de rendement que patrons et gouvernements multiplient leurs offensives contre le monde du travail. Cette baisse tendancielle de la productivité des investissements et les réponses qu'y apportent patrons et gouvernements à seule fin de sauvegarder les profits, a des conséquences multiples, dont une tendance chronique à la récession.

D'autres facteurs s'ajoutent à cela et s'alimentent mutuellement. Des masses considérables de capitaux ne trouvant pas à s'investir de façon rentable dans la production des biens et services s'engouffrent sur les marchés financiers, y créant bulles spéculatives sur bulles spéculatives, et dans une « *industrie de la dette* » dont la prolifération finit par se heurter aux limites de la solvabilité des emprunteurs, Etats, entreprises ou ménages.

Ce risque d'insolvabilité s'accroît avec la hausse des taux d'intérêt pratiqués par le système bancaire. Cette hausse suit l'inflation, la « *profitflation* » selon un terme utilisé par certains économistes pour mettre en évidence qu'elle est le résultat du racket organisé par les multinationales de l'énergie, des matières premières, de la logistique maritime qui en ont tiré leurs méga-profits, avant que les hausses de prix se répercutent tout au long des chaînes de production. D'autres parlent de « *greedflation* » (*greed* = cupidité en anglais)...

La hausse des taux d'intérêt est aussi la conséquence des hausses de taux directeurs pratiqués par les banques centrales qui tentent, en durcissant les conditions auxquelles elles fournissent de l'argent au secteur financier privé, de ralentir les pratiques spéculatives, de retarder les krachs qui menacent. Contrairement à ce que ce qu'elles prétendent, ces politiques ne réduisent en rien l'inflation,

au contraire. Elles constituent par ailleurs un facteur de récession qui vient à son tour réduire les perspectives de croissance. Elles sont, comme on vient de le voir, un des facteurs de la crise bancaire actuelle aux Etats-Unis.

Le système financiarisé mondialisé et ses déclinaisons nationales qui lui sont intimement liées sont prises dans un tissu de contradictions qui font que les mesures prises pour tenter de résoudre certaines d'entre elles se traduisent inmanquablement par l'aggravation, voire l'apparition de certaines autres. C'est l'expression, sur le plan financier, du fait que ce système s'enfonce dans une déroute dont il est incapable de sortir.

Le dictat des marchés imposé aux Etats

Derrière la « santé » de la Bourse que les chroniqueurs économiques aux ordres voudraient nous faire prendre pour un gage de la santé de l'économie, se tient une tout autre réalité. Les capitalisations boursières qui s'envolent ou s'effondrent n'ont que peu de lien avec la valeur réelle d'une entreprise et ses perspectives de profit. Les sommets délirants qu'elles atteignent ont tout d'accès de fièvre hors contrôle d'un malade en soin palliatif, shooté par la perfusion permanente d'argent que lui assurent les Banques centrales et les Etats.

La dégradation de la note de la dette française par Fitch est venue rappeler à Macron qu'il n'était pas question de baisser les bras dans la guerre de classe contre le monde du travail, indispensable pour entretenir la perfusion, assurer aux marchés financiers la circulation d'argent dont ils ont besoin pour exister. Elle est une illustration claire de la façon dont la loi des marchés s'impose aux Etats et leur dicte leur politique.

Et cela de gré ou de force, comme nous le rappelle Borne avec sa formule du « scénario à la grecque » qui nous renvoie au drame social consécutif à la violente crise de la dette grecque il y a un peu plus de dix ans. Elle nous rappelle la reculade dramatique imposée à Syriza, et surtout à la population qui avait cru en ses promesses, par la troïka, Union européenne, BCE et FMI, qui s'étaient partagé le travail pour saigner le pays afin que ses créanciers puissent récupérer leur mise. C'est au fond l'alternative que nous propose le pouvoir : nous plier aux réformes qu'il veut nous imposer au nom d'un prétendu « assainissement financier », ou risquer le pire en nous obstinant à nous y opposer...

Face à cette alternative, pour la refuser, nous ne pouvons pas compter sur les mirages du « dialogue social » et du

« travail parlementaire » que nous proposent syndicats et Nupes, remake des politiques réformistes du passé. Elles ont depuis longtemps montré leur impuissance à répondre aux exigences sociales, mais aussi leur pouvoir de nuisance, en détournant sur le terrain institutionnel les révoltes sociales qui ne peuvent aboutir que sur leur terrain de classe, dans l'affrontement avec les pouvoirs en place.

Nous ne pouvons compter que sur notre capacité collective à poursuivre le « *blocage politique et les mouvements sociaux* » qui ont incité Fitch à dégrader la note de la dette française, à pousser à son terme la crise politique dans lequel le pouvoir s'est enfermé.

Refuser le « scénario à la grecque », annuler la dette, libérer l'économie de l'emprise de la finance

La seule façon réaliste d'en finir avec la menace que fait régner sur la société, parmi bien d'autres, la course sans fin à l'endettement est de s'attaquer à la racine du mal : annuler les dettes, sans craindre d'aller contre l'ordre établi, le prétendu droit indiscutable qu'aurait celui qui prête de l'argent de récupérer sa mise, quoi qu'il arrive.

Mis à part les quelques économies placées par les travailleurs qui ont effectivement toute légitimité à les récupérer, l'immense masse des capitaux qui s'investissent dans la dette publique, d'entreprise ou personnelle est le fruit d'un gigantesque processus d'accaparement, l'accumulation de la plus-value extorquée par la bourgeoisie à des générations et des générations d'exploité-e-s. « *Le capital est du travail mort, qui ne s'anime qu'en suçant tel un vampire du travail vivant, et qui est d'autant plus vivant qu'il en suce davantage* » écrivait Marx.

Ce capital est de plus en plus concentré entre les mains d'une minorité, l'oligarchie qui règne sur le capitalisme financiarisé mondialisé. Retirer à cette infime minorité la possibilité de se servir de ce capital pour en accumuler toujours plus quelles qu'en soient les conséquences pour l'immense majorité, est légitime et indispensable. Cela passe par l'expropriation des organismes financiers privés, banques et compagnies d'assurances, leur regroupement dans un monopole du crédit socialisé, contrôlé par ses travailleurs et la population. C'est indispensable pour libérer l'économie du diktat de la finance, ouvrir la perspective de la prise de contrôle de l'économie par celles et ceux qui la font tourner.

Daniel Minvielle